

PREFET DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement Centre

Bourges, le 30 avril 2012

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES

SOCIETE RIC ENVIRONNEMENT

Commune de
VIERZON

Objet : Demande de modification des conditions d'exploitation de la station de transit de déchets industriels banals et assimilés et de déchets métalliques exploitée par la société RIC ENVIRONNEMENT sur le territoire de la commune de VIERZON.

Réfer : Bordereau DDCSPP du 1^{er} décembre 2011.

Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet du Cher

Par transmission ci dessus référencée, vous m'avez transmis le dossier de modification des conditions d'exploitation présenté par la société RIC ENVIRONNEMENT et relatif à la station de transit de déchets industriels banals (DIB) et assimilés et de déchets métalliques exploitée sur le territoire de la commune de VIERZON.

1 - PRESENTATION DU DOSSIER

Cette société a obtenu l'autorisation d'exploiter une installation de récupération de métaux et une station de transit de DIB implantées zone industrielle des Forges à VIERZON, par arrêté préfectoral n° 2007-1-884 du 24 août 2007.

Elle récupère et traite tous les types de déchets provenant de l'industrie et des collectivités locales : métaux neufs et usagés, ferreux et non ferreux, DIB et DIS, cartons, papiers, plastiques, bois, pneus et gravats.

Ces activités sont réparties sur un terrain de 19 700 m². Les D.I.B. hors métaux représentent 6 000 t/an, les métaux 60 960 t/an. Les stocks maximaux sur site sont de 125 t de D.I.B. et de 5 600 t de métaux.

Depuis cette date, deux décrets ont modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

PJ : Projet d'arrêté préfectoral
Carte de localisation des mesures de bruit.
Carte de localisation au 1/25000
Copie à : DREAL Centre - SEIR

Il s'agit des décrets n°2007.1467 du 12 octobre 2007 et n° 2010.369 du 13 avril 2010 qui ont modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. En particulier les rubriques relatives à la thématique déchets ont été recodifiées.

A ce titre, et conformément à l'article R 513-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant a transmis, au préfet du Cher, une demande de bénéfice des droits acquis à laquelle est joint un dossier reprenant les indications mentionnées à l'article sus visé.

Par ailleurs, en raison du surcroît des activités de transit des déchets métalliques, et, afin d'amortir les différents investissements déployés sur le site ces dernières années (on citera le remplacement de la cisaille), la société RIC ENVIRONNEMENT souhaite augmenter l'amplitude de ses horaires de fonctionnement.

Un courrier de demande du bénéfice du droit acquis au titre de l'antériorité, puis un dossier justifiant ces demandes et complété par une analyse des impacts induits ont été transmis par la SAS RIC ENVIRONNEMENT à monsieur le Préfet du Cher respectivement en novembre 2010, en juillet 2011 et complété en novembre 2011.

2 - SITUATION ADMINISTRATIVE

Au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, les activités de cet établissement sont autorisées par l'arrêté préfectoral n° 2007-1-884 du 24 août 2007.

La situation administrative actuelle au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement est la suivante :

Rubriques soumises au régime de l'autorisation : 98 bis b .1. a : Dépôt de caoutchouc, 200 m³ ; 167-a : Station de transit de déchets industriels, 15 000 t/an; 286 Stockage et activité de récupération de métaux, 14250 m²; 322-a : Station de transit d'ordures ménagères et autres déchets urbains, 250 m².

Rubriques soumises au régime de la déclaration : 1434-1-b : Distribution de liquides inflammables, 1,2 m³/h ; 2560-2 : Travail mécanique des métaux et alliages, 391 kW.

Le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, modifie la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en créant de nouvelles rubriques en remplacement des rubriques 95, 98 bis, 128, 129, 167, 245, 286, 322, 329 et 2799.

Eu égard à ces évolutions réglementaires, l'exploitant s'est positionné par rapport aux nouveaux seuils de classement introduits, afin de faire valoir son fonctionnement au bénéfice du droit acquis lié à l'antériorité. En effet, l'article L. 513-1 du code de l'environnement précise que les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation ou déclaration à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant la publication du décret.

La demande de l'exploitant au titre du bénéfice du droit acquis a été réalisée en novembre 2010. On notera que les seuils déclarés par l'exploitant au titre des rubriques considérées n'ont pas été modifiés par rapport à ceux mentionnés dans l'arrêté préfectoral n° 2007-1-884 du 24 août 2007.

De ce qui précède, la demande de la SAS RIC ENVIRONNEMENT de bénéficier de l'antériorité a été présentée dans l'année suivant la publication du décret du 13 avril 2010 précité, elle est donc recevable. En conséquence, le tableau de classement des activités de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement doit être modifié et est repris en annexe 1 du présent rapport.

3 – HORAIRES DE FONCTIONNEMENT.

L'arrêté préfectoral n° 2007-1-884 du 24 août 2007 stipule en son article 6.2.1 que :
« L'installation fonctionne du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 13h30 à 17h du lundi au vendredi. »

Compte tenu du surcroît d'activité sur le site, en particulier en matière de traitement des métaux, l'exploitant souhaite commencer l'activité de cisailage dès 5h le matin et l'arrêter à 22h. Il souhaite également pouvoir travailler le samedi pendant les heures habituelles soit de 7h30 à 12h et de 13h30 à 17h.

Lors de ces nouvelles plages horaires, deux employés seraient présents sur le site.

Afin d'évaluer les impacts de cette modification d'horaires une étude acoustique a été réalisée en mai 2011 sur une période de 24 heures. Trois points de mesure ont été effectués en limite de propriété, le quatrième point de mesure a été réalisé en zone d'émergence réglementée au niveau de l'habitation la plus proche, soit à 200 mètres du site d'exploitation (Cf carte jointe en annexe 2). Cette habitation est séparée du site d'exploitation par des bâtiments industriels et commerciaux qui font partie intégrante de la zone industrielle des Forges.

Les résultats de ces mesures montrent que les niveaux sonores engendrés par l'activité du centre de tri peuvent être ponctuellement supérieurs aux valeurs réglementaires.

Les deux points de mesure n° 2 et 3 sont situés au nord de la limite de propriété et contigus au canal du Berry ainsi qu'à des zones de prairies non habitées, et, les plus proches de la cisaille. Ces points révèlent respectivement des niveaux sonores de 66 et 73 dB(A) pour une valeur réglementaire de 70 dB(A). Le point 3, représentant la valeur de 73 dB(A) est situé le plus près de la cisaille et éloigné de toute habitation.

Le point 1, situé en façade de la maison la plus proche (zone à émergence réglementée), révèle un niveau sonore de 66,5 dB(A) pour une valeur réglementaire de 70 dB(A) ainsi qu'une émergence de 0,5 dB(A) pour une émergence réglementaire de 5 dB(A).

Il apparaît donc, que les mesures acoustiques réalisées montrent que l'activité de cet établissement peut produire, en limite de propriété, des niveaux sonores qui dépassent, ponctuellement ou localement, les valeurs maximales mentionnées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces dépassements n'engendrent toutefois pas d'émergence significative au niveau des habitations les plus proches. Les résultats de ces mesures de niveaux sonores permettent de déterminer que, compte tenu du niveau de bruit relevé dans la zone d'émergence réglementée, des distances en jeu et de la présence de constructions (artisanales et industrielles) entre le site d'exploitation et le secteur habité, on peut évaluer à 45 dB(A) la contribution sonore de l'activité de la SAS RIC ENVIRONNEMENT au niveau des habitations les plus proches.

En conséquence, et dans des conditions normales de fonctionnement, l'évolution du bruit de fond, mesuré en cours de journée et au cours de la nuit, permet d'envisager l'allongement de la période de travail de 5h à 7h30 et de 17h à 22h ainsi que le samedi pendant les heures habituelles soit de 7h30 à 12h et de 13h30 à 17h.

4 – CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES.

Suite aux modifications de certaines rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dans le secteur des déchets et suite à la demande du pétitionnaire de bénéficier de l'antériorité, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Cher de lui accorder ce bénéfice et d'acter cette évolution administrative en actualisant le tableau de classement des activités du site.

Les mesures des niveaux acoustiques réalisées par l'exploitant permettent de prévoir que le fonctionnement de cette activité de 5 heures à 22 heures ne générera pas de nuisances sonores au voisinage. Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport demande qu'une mesure des niveaux acoustiques, en période de fonctionnement diurne et nocturne, soit réalisée dans les trois mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral afin de vérifier ce point.

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé de mettre à jour et de compléter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2007.1.884 du 24 août 2007, relatif au fonctionnement de cet établissement.

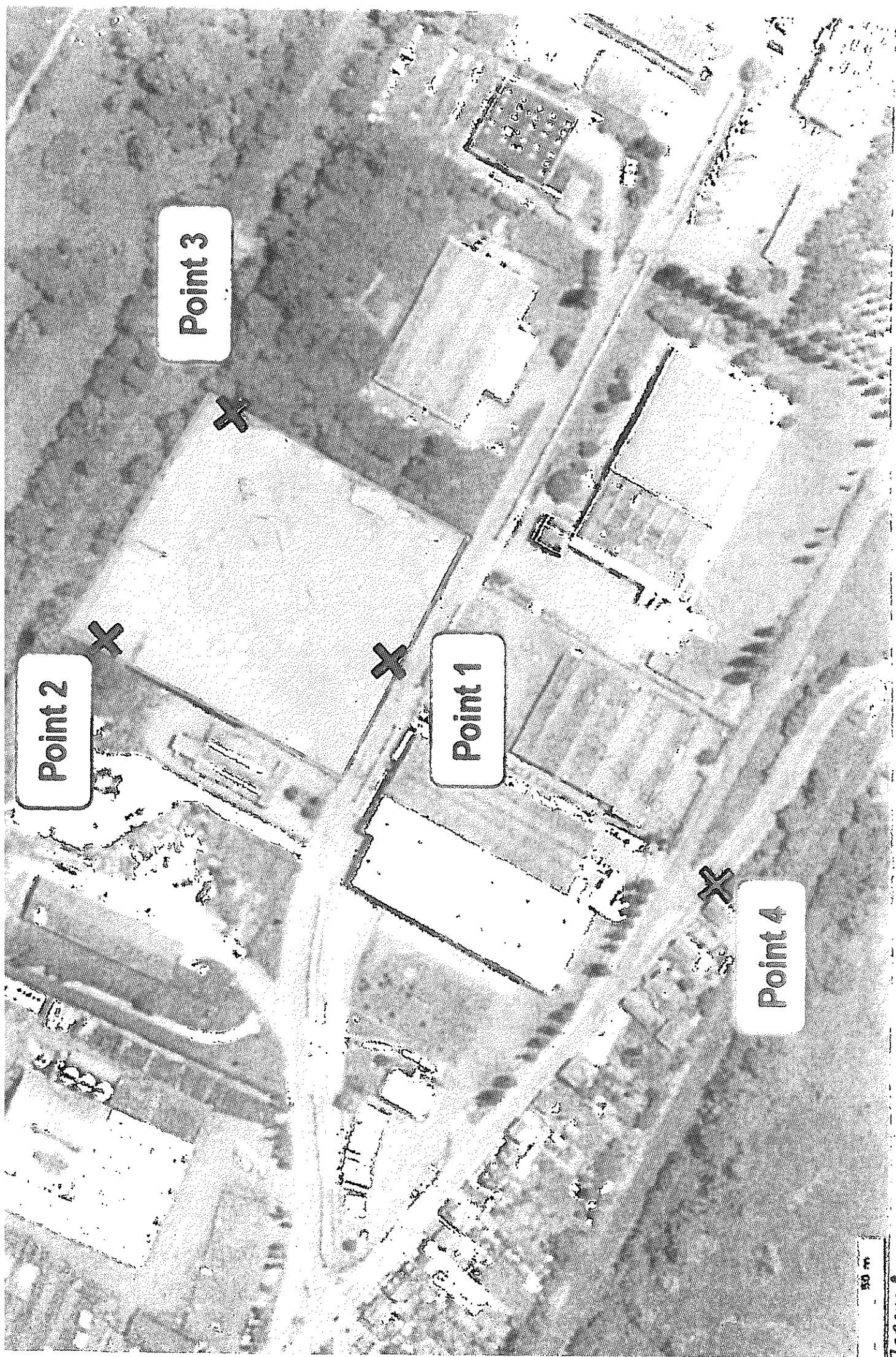
Un projet d'arrêté préfectoral rédigé en ce sens est joint au présent rapport.

Il doit être soumis à l'avis du Conseil de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) conformément à l'article R.512-31 du code de l'environnement.

Annexe 1.

Numéro de nomenclature	Activité	Classement
2712	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage La surface utilisée étant supérieure à 50 m ² (10 000 m ²).	A
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. 1. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ² (14 520 m ²).	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. 1. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t (30 tonnes).	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. 1. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j (70 t/j).	A
2560-2	Métaux et alliages (Travail mécanique des) 2. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW (391 kW).	D
2711-2	Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut. 2. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 200 m ³ mais inférieur à 1000 m ³ (250 m ³).	D
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. 2. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ (950 m ³).	D

A : autorisation – D : déclaration.



Point 3

Point 2

Point 1

Point 4

50 m

Dense &

